De l'intersectionnalité à la race en passant par l'islamophobie et les études post-coloniales, Fanny Gallot montre comment les libertés académiques ont à plusieurs reprises été remises en cause en France depuis 2017. Pourtant, si l'offensive politico-médiatique a été si brutale ces dernières semaines (et peut parfois prêter au découragement), c'est sans doute qu'elle répond à une progression des mouvements féministes et antiracistes au cours des dernières années et à un développement des recherches sur les dominations et leurs imbrications.

***

Dans le cadre de la LPR, le récent amendement sur le « respect des valeurs de la République » portant atteinte aux libertés académiques est le dernier avatar d'une multiplication de remises en cause depuis 2017, toujours autour des questions d'intersectionnalité, de rapports sociaux de race, d'islamophobie, d'études post- et décoloniales.

Après les attentats de 2015 et la fondation du Printemps Républicain en 2016, les alliances entre certains courants issus de la gauche sociale-démocrate et d'autres appartenant à l'extrême droite identitaire, tel que Fdesouche, se sont multipliées derrière la bannière du combat pour la « laïcité » et contre l' « islamisme » pour s'attaquer non seulement à des universitaires et au monde académique, mais également à des élu·es (notamment Danièle Obono), des journalistes (en particulier Rokhaya Diallo et Taha Bouhafs), des militant-es (Assa Traoré, Saïd Bouamama, Marwan Muhammad, Houria Bouteldja, Maryam Pougetoux, etc.), mais aussi des personnes qui occupent à un moment donné l'espace public et sont visiblement musulmanes (la chanteuse Mennel, candidate à l'émission the Voice, ou plus récemment Imane Boune, une étudiante de 21 ans présentant des recettes faciles et bon marché), souvent des femmes d'ailleurs, dans une dynamique combinant racisme et sexisme.

L'ensemble de ces attaques s'alimentent. Cependant, l'Université et l'éducation constituent un champ privilégié de la bataille idéologique. Revenir sur certaines de ces attaques – même s'il faudrait un plus ample travail pour les nommer toutes –, sur leurs modes opératoires et leurs circulations, permet non seulement de saisir l'effet d'accumulation mais aussi de mesurer à quel point la polarisation grandit entre, d'un côté, des mouvements sociaux importants mettant sur le devant de la scène le racisme systémique et les violences policières (que des universitaires, des journalistes et le Défenseur des droits documentent) et, de l'autre, une « lepénisation des esprits » et des politiques menées ces dernières années.

Une accumulation d'attaques, d'intimidations, de menaces voire de censures…

Au printemps 2017, des journées d'études « Penser l'intersectionnalité dans les recherches en éducation » ont été organisées à l'ESPE de Créteil[1]. Le lancement de la communication de l'événement au début du mois d'avril 2017 a suscité de nombreuses réactions, polémiques, anathèmes et insultes, orchestrées dans un premier temps par le Printemps Républicain et le Mouvement Républicain et Citoyen (MRC), certaines publiques et d'autres moins, sur les réseaux sociaux ou dans le cadre d'échanges professionnels.

Parmi les propos échangés sur twitter, il était question de concepts « fumeux[2] » relevant d'un jargon universitaire – « masturbation intellectuelle », « mots ronflants pour faire se pâmer le bourgeois[3] ». Rapidement, des sites d'extrême droite reprennent les anathèmes et, à la veille des élections présidentielles, Marine Le Pen s'empare du sujet et affirme en meeting que « les Indigènes de la République forment les profs à Créteil ». Dans ce contexte, le Rectorat de Créteil se désengage de l'organisation et l'Université Paris Est Créteil envisage le report et/ou l'annulation de l'événement. Il se tient finalement comme prévues mais ne fait plus partie du Plan de Formation de l'Académie de Créteil, qui donnait la possibilité aux enseignant-e-s en poste d'y assister dans le cadre de leur formation continue.

Il est de nouveau question des journées d'études sur Intersectionnalité et éducation ou d'autres initiatives à l'université quelques semaines plus tard, lorsque le festival Nyansapo, organisé par le collectif afroféministe Mwasi, fait l'objet de vives attaques et de risques d'annulation au motif qu'une partie de ses événements sont non mixtes[4]. Cette modalité de réunion cristallise la tension car elle a fait l'objet de polémiques au moment du « camp d'été décolonial » en 2016 ou lors des journées « Paroles non blanches » organisées à l'Université Paris 8 la même année. des tweets relient les journées d'études sur Intersectionnalité et éducation avec cette dernière initiative : « On a protesté contre la confiscation des locaux universitaires pour des séances de paroles non-blanches. Mais c'est aussi grave que des représentants du ministère de l'Éducation Nationale puissent apporter leur caution à cette indigénisation et à cette fracturation ethnique de la communauté nationale. »

En octobre 2017, un colloque sur l'islamophobie subit les mêmes attaques que les Journées d'Études sur Intersectionnalité et éducation, orchestrées par Fdesouche, Comité Laïcité République, la Licra et le Printemps Républicain. Cette fois, l'Université Lyon 2 ne parvient pas à défendre les libertés académiques et le colloque est annulé. En novembre 2017, la polémique rebondit à propos d'un stage de Sud Éducation organisé dans le 93 sur l'articulation des oppressions.

C'est à nouveau le Printemps Républicain qui est à l'initiative, avec un tweet de Nassim Seddiki, son secrétaire général d'alors et membre du Parti socialiste. Immédiatement, ce tweet est repris par le site d'extrême droite Fdesouche qui en fait un article. Puis, la Licra se positionne, et Jean-Michel Blanquer, alors nouveau ministre de l'Éducation nationale

poursuit. Il dénonce le stage syndical dans un tweet et annonce qu'il va porter plainte pour diffamation, « puisque ce syndicat a décidé de parler de racisme d'État ».

Après cette accélération de 2017, les attaques se poursuivent. En septembre 2018, le colloque « Racisme et discrimnation raciale, de l'école à l'université » organisé par l'université Paris VII est attaqué dans figarovox dans une tribune intitulée « Comment le racialisme indigéniste gangrène l'Université ». En novembre 2018, un appel de 80 intellectuels dénonce en novembre 2018, les « évènements universitaires et culturels » qui « se multiplient » et « regorgent des références racialistes » considérant que « l'accueil de cette idéologie à l'université s'est fait au prix d'un renoncement à l'exigence pluriséculaire de qualité qui lui valait son prestige ». Dans une veine maccarthyste qui n'a fait que se développer depuis, iels en appellent à ce que « les autorités et les institutions dont elles sont responsables ne [soient] plus être utilisées contre la République ».

En février 2019, tandis que la Revue *Mouvements* consacre un numéro entier à l'intersectionnalité, Facebook le censure suite à des demandes d'usagers. Comme le souligne alors la journaliste Chloé Leprince, « dans les faits, qu'un contenu parvienne à être censuré dit quelque chose du nombre de signalements dont il a fait l'objet ».

Des intimidations orchestrées par un petit groupe de personnes ayant pignon sur rue…

À propos des signataires du dernier « Manifeste des 100 », un chercheur réalise une rapide analyse sociologique : 123 signataires dont « 1/3 au moins ont plus de 70 ans », « près de 60% ont plus de 60 ans », « 5% tout au plus […] ont moins de 50 ans », « les 2/3 sont ou ont été rattachés aux institutions ultra-privilégiées que sont le CNRS, l'EHESS, les Sorbonnes, Assas ou une grande école (au moins 80 sur 123) […] Vieux, privilégiés, blancs, peu familiers en moyenne des mondes étudiants non-privilégiés : telles sont les caractéristiques dominantes parmi les universitaires affolés par l'emprise maléfique de l'islamogauchisme. » Parmi ces signataires, on retrouve Laurent Bouvet du Printemps Républicain, l'un des fers de lance des intimidations évoquées plus haut.

Outre la multiplication des tribunes, parmi les traits communs des polémiques portées à l'encontre du monde académique, le mode opératoire est souvent similaire : la polémique rebondit sur les réseaux sociaux, de l'extrême droite à une certaine gauche – mais qu'a-t-elle encore de « gauche » tant elle combine généralement, comme dans le cas du courant vallsiste, le néolibéralisme à l'autoritarisme et au racisme ? Empruntant très fréquemment les mêmes formules et les mêmes iconographies, les tweets et les posts rendent alors compte de ces circulations. Et s'agissant de personnalités ayant pignon sur rue, leur propos est largement relayé par les médias, et donne lieu à une multiplication d'articles dans *Le Figaro, Causeur, Marianne* ou encore *Valeurs Actuelles*.

Mais surtout, ce groupe s'insinue dans les arcanes du pouvoir – Gilles Clavreul par exemple, co-fondateur du Printemps Républicain, est délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme de 2015 à 2017 –, ce qui conduit à des blocages institutionnels produisant la remise en cause effective des libertés académiques. Emmanuel Macron n'a d'ailleurs pas hésité en juin 2020 a affirmer au journal *Le Monde* que « le monde universitaire a été coupable. Il a encouragé l'ethnicisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon. Or, le débouché ne peut être que secessioniste. Cela revient à

casser la République en deux ».

… donnant lieu à des ripostes d'ampleur

Cependant, la résistance s'organise pour préserver les libertés académiques, tandis que les mouvements sociaux antiracistes se déploient. Si des acteurs et des actrices de l'Enseignement Supérieur et la Recherche sont quelquefois enclines à relayer la pression qui s'exercent sur elles et eux, des réactions massives permettent – le plus souvent – la tenue des initiatives et la poursuite des recherches.

Ainsi, en 2017 plusieurs universités ont annoncé qu'elles étaient prêtes à accueillir les journées d'études portant sur intersectionnalité et l'éducation si elles ne pouvaient avoir lieu à Créteil. Peu après, en octobre 2017, 300 chercheurs/euses et associations s'alarment « contre la censure à l'université » pour « défendre les libertés académiques » suite à l'annulation du colloque « Lutter contre l'islamophobie » qui devait se tenir à Lyon II. Récemment, un appel solennel pour la protection des libertés académiques et du droit d'étudier lancé par Academia recueille les signatures de « 6 laboratoires, 16 sociétés savantes, 11 fédérations ou organisations syndicales, 6 collectifs académiques, 93 revues savantes », tandis que les *Revues en lutte* s'indignent des propos de Jean-Michel Blanquer sur l'intersectionnalité.

Au « manifeste des 100 » qui souligne que ces recherches conduisent à « une haine des ''blancs'' et de la France », mais qui vise surtout à dissimuler autant que faire se peut les dominations imbriquées, plus de 2 000 chercheurs et chercheuses répondent dans *Le Monde* :

« L'approche ici visée, parce qu'elle examine entre autres le poids des oppressions sociales, sexistes, et racistes, serait ''racialiste''. L'épithète est infâme : elle désigne des pensées et régimes racistes qui se fondent sur une supposée hiérarchie des races. Les signataires le savent pourtant très bien : l'approche sociologique et critique des questions raciales, tout comme les approches intersectionnelles si souvent attaquées, en mettant au jour ces oppressions, entend au contraire les combattre ».

Le site Université Ouverte recense près de 25 textes, tribunes et pétitions. A l'étranger également, des universitaires ont dénoncé la mise en cause de ces libertés académiques et ont apporté leur « solidarité avec les chercheurs/euses antiracistes en France ».

Conclusion : les recherches portant sur la race, l'islamophobie, les questions post- et décoloniales et l'intersectionnalité sont-elles menacées ?

Tandis que ces approches font leur chemin et se trouvent de plus en plus appropriées par les chercheurs et chercheuses, tout en continuant d'être peu représentées parmi les titulaires (et encore moins à mesure que l'on grimpe dans les hiérarchies universitaires), les retours de bâton sont violents et certain-e-s ne parviennent plus à effectuer leurs recherches sereinement avec l'accumulation de ces intimidations. Eric Fassin est menacé de décapitation, d'autres reçoivent régulièrement des menaces de mort et sont contraint-e-

s de déposer des mains courantes voire des plaintes, d'autres enfin sont diffamé-e-s sur les réseaux sociaux et/ou simplement interpellé-e-s.

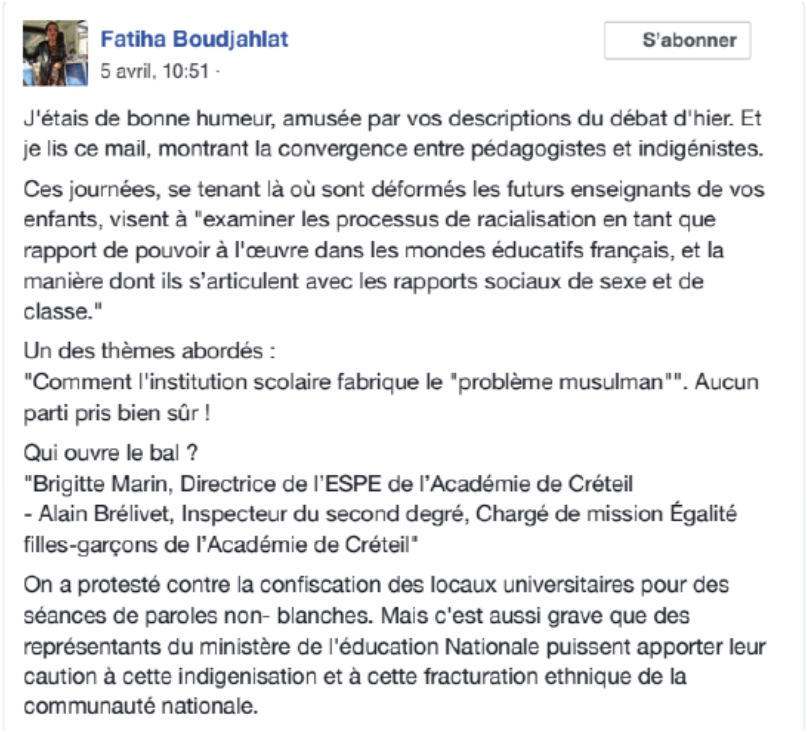
Cependant, les conséquences sont plus lourdes pour les chercheurs et les chercheuses racisé-e-s. Audrey Célestine, Abdellali Hajjat et Lionet Zevounou y reviennent dans *Mouvements*. Déjà assignés, y compris par des universitaires, au « statut de porte-parole des minorités », les campagnes de dénigrement dont iels font l'objet conduisent au discrédit, à la disqualification pouvant aller jusqu'à des menaces de sanction disciplinaire ou d'autres mesures de rétorsion. Ces attaques participent ainsi d'une forme de harcèlement au travail, pesant sur les carrières et sur la santé. L'absence de réactions et/ou de soutien de l'institution académique constitue alors de la lâcheté, au mieux, de la complicité, au pire, d'autant que certain-e-s font face à une surveillance d'État.

Certains des fondements de l'État démocratique que sont la liberté de la presse et l'indépendance de la recherche sont de plus en plus systématiquement remis en cause, participant de l'indéniable glissement autoritaire de l'extrême centre au pouvoir, et plus largement de l'État néolibéral. Comme le souligne Sarah Mazouz, derrière ces polémiques, il y a le « refus d'une prise de parole minoritaire – et par la même la constitution d'un sujet minoritaire politique autonome. »[5]Cependant, si le rapport de forces nous est certainement défavorable au moment où nous écrivons, les réactions massives des chercheurs/ses en sciences humaines et sociales – notamment des jeunes chercheurs/ses – contre ce qu'il faut bien nommer un maccarthysme académique, en lien avec le développement de mobilisations antiracistes autonomes du pouvoir, il se pourrait bien que la dynamique soit dans notre camp.

Notes

[1] Ex-IUFM et futurs INSPE, les ESPE sont les établissements de formation initiale des personnels de l'éducation nationale.

[2] Internaute réagissant au post de Fatiha Boudjahlat.


Fatiha Boudjahlat
5 avril, 10:51 ·
S'abonner

J'étais de bonne humeur, amusée par vos descriptions du débat d'hier. Et je lis ce mail, montrant la convergence entre pédagogistes et indigénistes.

Ces journées, se tenant là où sont déformés les futurs enseignants de vos enfants, visent à "examiner les processus de racialisation en tant que rapport de pouvoir à l'œuvre dans les mondes éducatifs français, et la manière dont ils s'articulent avec les rapports sociaux de sexe et de classe."

Un des thèmes abordés :
"Comment l'institution scolaire fabrique le "problème musulman"". Aucun parti pris bien sûr !

Qui ouvre le bal ?
"Brigitte Marin, Directrice de l'ESPE de l'Académie de Créteil
- Alain Brélivet, Inspecteur du second degré, Chargé de mission Égalité filles-garçons de l'Académie de Créteil"

On a protesté contre la confiscation des locaux universitaires pour des séances de paroles non- blanches. Mais c'est aussi grave que des représentants du ministère de l'éducation Nationale puissent apporter leur caution à cette indigenisation et à cette fracturation ethnique de la communauté nationale.

[3] Internaute réagissant au post de Fatiha Boudjahlat.

[4] La non-mixité a été un outil utilisé à la fois par le mouvement féministe et par le mouvement noir américain. En effet, le Black Panthers Party interdisait l'adhésion des blancs, qui pouvaient être soutien de la cause, mais pas directement membres afin de préserver l'autonomie des décisions par les personnes directement concernées. De son côté, le Mouvement de libération de la femme (MLF) dans les années 1970 a été également une organisation non-mixte. La non-mixité de sexe permettait de garantir aux femmes de pouvoir parler librement des questions qui les touchaient personnellement comme les violences conjugales et/ou sexuelles. La double non-mixité de sexe et de race constitue donc un outil habituel des courants intersectionnels.

[5] Sarah Mazouz, *Race*, Anamosa, p.76